

**Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux,
les métaux et le développement durable
Assemblée générale annuelle
du 27 au 29 octobre 2015
Salle XXVI, Palais des Nations, Genève, Suisse**

Communiqué

L'intégration du développement durable dans les activités d'exploitation minière continue à poser des difficultés majeures. Compte tenu du rôle primordial qu'elle joue sur le plan des moyens de subsistance locaux, des économies nationales et du marché international, une amélioration de la cohérence des pratiques et des politiques de l'industrie minière avec les objectifs mondiaux de développement durable (ODD) sera un facteur décisif de la réalisation réussie du programme de développement durable d'ici à 2030. En tant que forum mondial d'élaboration des politiques sur l'exploitation minière et le développement durable, le Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable (FIG) a un rôle prépondérant à jouer dans cette mise en cohérence.

Du 27 au 29 octobre 2015, le FIG a tenu sa 11^e Assemblée générale annuelle (AGA) au bureau des Nations Unies à Genève. L'AGA a été organisée conjointement avec trois ateliers parallèles. Le 26 octobre 2015, le FIG a proposé deux ateliers portant sur les thèmes : « Conception des plans de fermeture de mine avec l'implication des communautés » et « Présentation du cadre des politiques liées à l'exploitation minière ». Le 30 octobre 2015, le FIG a organisé un atelier visant à orienter les gouvernements en matière de gestion de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle.

Plus de 250 participants venus de 67 pays ont participé à l'AGA de cette année, ainsi que des représentants issus d'organisations internationales, d'associations de différents secteurs et d'organisations de la société civile. Lors de l'assemblée, les délégués ont souhaité la bienvenue à cinq nouveaux membres du FIG : la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la République islamique d'Iran et le Rwanda. Ainsi, le FIG compte désormais un total de 54 pays membres.

Le Président du FIG, M. Glenn Gemerts, du Suriname, a observé que l'assemblée de trois jours couvrait un vaste éventail de questions importantes, y compris les pratiques adoptées lors de la fermeture d'une mine et les difficultés que cela représente ; les impacts sociaux que peut avoir une telle décision et la création d'un nombre croissant de directives, de normes et de programmes de certification visant à orienter le processus de fermeture de mine. M. Gemerts a aussi constaté que « la vaste majorité des intervenants, qu'ils représentent un gouvernement, une société civile, une université ou le secteur privé, conviennent de la nécessité de démarrer la planification de fermeture de mine dès le début des procédures de planification d'une mine. Le niveau de cohésion entre tous les groupes de parties prenantes à ce propos était remarquable ». Le Président a également souligné que, lors des discussions, l'importance de dépasser les considérations environnementales pour intégrer des considérations socioéconomiques



dans la planification des activités de fermeture de mine et de post-fermeture a été reconnue à juste titre.

Le Président a remercié la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les pays donateurs – dont le Canada et l’Allemagne - pour le soutien qu’ils apportent au FIG et à ses membres. Soulignant que les activités d’exploitation minière offrent la possibilité d’apporter une contribution substantielle à la réalisation des ODD, il a rappelé que le FIG est engagé à fournir un forum permettant d’examiner comment ces contributions peuvent se dérouler, et que le Forum travaillera main dans la main avec les gouvernements pour s’assurer que le secteur minier concourt de manière positive à la réalisation des ODD.

Dans son allocution de bienvenue, M. Samuel Gayi, directeur du Groupe spécial sur les produits de base de la CNUCED, a salué la contribution que l’industrie extractive a apportée au développement durable, ainsi que le rôle majeur qu’a endossé le FIG dans l’amélioration de la gouvernance dans le secteur. Il a reconnu à quel point la contribution du Forum a été précieuse en introduisant les meilleures pratiques dans le secteur minier et en renforçant les capacités des pays en développement en vue de relever les défis normalement associés à l’exploitation de ressources naturelles. Il a aussi reconnu la contribution du FIG au débat mondial sur les politiques qui améliorent les activités d’exploitation, de développement et de production de minéraux en soutien à la croissance économique et au développement durable dans les pays hôtes. Il a fait part de l’intérêt que porte la CNUCED au renforcement de la coopération avec le FIG, en particulier en créant un terrain d’entente permettant aux diverses parties prenantes de s’attaquer à des problèmes similaires au cours de la transition postminière.

Conclusions des évaluations

Parmi les principaux accomplissements réalisés par le FIG l’an dernier, figurent les évaluations de la mise en œuvre par les pays pilotes des orientations qui figurent dans le Cadre stratégique sur l’exploitation minière du FIG. Les évaluations, qui ont été conduites en République dominicaine, en Ouganda et à Madagascar, examinaient les lois et les politiques d’exploitation minière dans chaque pays, et identifiaient les points forts, les points faibles et les lacunes de chacun des six volets du Cadre stratégique sur l’exploitation minière. Par ailleurs, une analyse de la contribution du secteur minier au Suriname en matière de sécurité de l’eau, énergétique et alimentaire à l’échelle locale a également été menée à bien, et un outil correspondant a été développé pour reproduire l’analyse dans d’autres régions et pays miniers. L’Institut international du développement durable (IIDD) a fourni un aperçu des conclusions de chaque projet, qui souligne les principales priorités du FIG dans une perspective d’avenir.

Transition et gestion environnementale postminières

Les discussions qui ont eu lieu à l’occasion de l’AGA se sont focalisées sur le thème de la transition et la gestion environnementale postminières. Comme il a été indiqué, les participants ont convenu de l’importance d’intégrer les aspects sociaux et économiques dans les plans de fermeture de mine, ainsi que de la nécessité de démarrer la planification de fermeture de mine dès le début du processus de conception d’une mine. Les participants ont identifié les difficultés sociales et environnementales les plus urgentes à



surmonter dans le processus des transitions de fermeture de mine et de post-fermeture, y compris le manque de connaissances et l'absence de prise en compte de cette question dans bon nombre de discussions afférentes aux investissements. Il a été noté que la planification de la fermeture d'une mine devrait être une condition préalable aux investissements miniers, et que des ressources financières adéquates devraient être en place pour garantir que les coûts associés à la fermeture sont dûment couverts.

Des exemples de politiques et de lois qui se sont avérées être concluantes au regard de la transition fermeture-postminière ont été présentés en détail, ainsi que les difficultés associées à la réhabilitation des mines orphelines et abandonnées. L'accent a été mis sur l'importance des aspects suivants : amélioration des partenariats et des collaborations entre les différents secteurs ; implication des communautés dès les premières étapes ; renforcement de la transparence ; obtention d'un permis social d'exploitation ; et renforcement des capacités pour intégrer les aspects économiques, sociaux et environnementaux tout au long du cycle de vie de la mine. Par ailleurs, les participants ont salué les contributions des organisations internationales au développement d'orientations et de normes pertinentes et utiles sur l'ensemble du cycle de vie de l'exploitation minière.

La fermeture d'une mine est une procédure complexe, au cours de laquelle les plans évoluent au fil du temps pour refléter les changements du contexte de l'exploitation qui surviennent dans le cycle de vie de la mine. L'implication des communautés dans cette procédure est de plus en plus essentielle ; ces communautés doivent être impliquées dans la conception et la mise en œuvre des plans de fermeture de mine pour que garantir la viabilité de ces plans à long terme et pour s'assurer que la mine offre une valeur durable qui perdure au-delà des activités elles-mêmes.

Élections

M. Glenn Gemerts du Suriname a été réélu à l'unanimité par les membres au poste de Président du FIG. Les pays suivants ont été élus pour représenter les membres au Comité exécutif : le Canada, la République dominicaine, l'Allemagne, la République du Ghana et la Fédération de Russie. Tous ces postes électifs prévoient un mandat de deux ans.

Dans ses observations finales, le Président du FIG a remercié les délégués pour leur participation et la CNUCED, pour avoir invité la prochaine AGA à se tenir à Genève fin 2016. Les dates de l'assemblée seront coordonnées début 2016 avec le Secrétariat de la CNUCED, et elles seront communiquées à toutes les parties prenantes dès qu'elles seront finalisées.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter M. Tristan Easton :

igf-agm@iisd.org

